

socialistes

Journal du PS Suisse • Novembre 2025 • Édition 120

Oui à l'initiative pour l'avenir!
**Les super-riches
menacent
la démocratie
et le climat**

Non à l'initiative «service citoyen»
**Encore plus de travail non
rémunéré pour les femmes?**

Non au
démantèlement
du service civil –
signez le
référéndum!

PS



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,
Chères et chers camarades,

Plus de 34 000 membres, une présence aux échelons local, cantonal, fédéral, des organes, des commissions thématiques, des dizaines d'élus-es de premier rang, de nombreuses campagnes de votations, des initiatives, des référendums, des événements de formation... et un magazine.

Un magazine, 12 pages (parfois 16), pour rendre compte de la richesse de notre parti et la faire connaître de nos membres. Le défi est grand. C'est dans cet esprit que nous avons décidé de revoir la mise en page et la maquette de «Socialistes» à l'occasion de ce 120^e numéro*.

Au Secrétariat central du PS Suisse à Berne, nous en sommes convaincu-es : à l'ère des «fake news», des campagnes de désinformation massives, des oligarques propriétaires des plateformes et de leurs algorithmes, des richissimes propriétaires de journaux et d'une presse en crise, l'accès à une information fondée et de qualité est plus que jamais nécessaire.

Année après année, numéro après numéro, la rédaction de «Socialistes» a à cœur de vous proposer des articles de qualité, qui rendent compte avec pertinence et précision des dossiers politiques actuels, des campagnes en cours et des actualités de notre Parti. Bonne lecture !

Avec mes salutations solidaires,



Clément Borgeaud, co-rédacteur en chef de «Socialistes»

* L'histoire de notre presse socialiste ne saurait cependant se limiter à ces 120 numéros de «Socialistes» – voir à ce sujet notre article «Sur les traces du 1^{er} journal francophone du PS Suisse» dans le numéro 100, disponible sur notre site.

Contenu

- 3 Actualités**
L'image, le chiffre et le résultat des dernières semaines.
- 4 Initiative pour l'avenir**
Les raisons de voter oui par Adrien Pinho, vice-secrétaire central de la JS Suisse.
- 5 Service citoyen**
Non à cette attaque frontale contre les femmes !
- 6 Référendum service civil**
À terme, le camp bourgeois souhaite supprimer le service civil. Signez le référendum !
- 7 Questions d'actualité**
Vous avez des questions ? nous y répondons – et notre secrétaire général donne son point de vue sur les dossiers actuels.
- 8 Retour sur notre dernier Congrès**
Découvrez les principales décisions prises lors de notre dernier Congrès.
- 9 Lucerne, carrefour du féminisme international**
Retour sur la conférence internationale de l'Alliance progressiste.
- 10 Actualités socialistes**
Présentation du nouveau livre de Pierre-Alain Fridez sur le F-35, et le OUI du Tessin au plafonnement des primes.
- 11 Vie du Parti**
Entretien avec un nouveau membre, et l'actualité du Groupe socialiste des régions de montagne.
- 12 Offre de formation**
Les différents événements de formation du PS et de ses partenaires.

Image du mois

Sept enfants palestinien-nes sont arrivé-es en Suisse fin octobre afin d'y être soigné-es. D'autres enfants et leurs proches doivent être accueilli-es ou ont déjà été accueilli-es en novembre. Les enfants sont soigné-es dans les hôpitaux universitaires et cantonaux de Genève, Vaud, Tessin, Bâle-Ville, Lucerne et Saint-Gall. En revanche, les cantons de Zürich et de Fribourg ont refusé d'accueillir dans leurs hôpitaux respectifs des enfants. Le dénominateur commun derrière cette décision honteuse : deux ministres UDC.

Keystone-ATS

Le chiffre

126%

Ce n'est rien d'autre que l'accroissement de la fortune des 300 personnes les plus riches de Suisse en 20 ans, tandis que les salaires réels n'ont augmenté, sur la même période, que de 12%. Les ultra-riches sont en outre bien plus fortement responsables de la crise climatique que le reste de la population. L'initiative pour l'avenir, qui vise à taxer les très grands héritages, permettrait ainsi d'amener un peu plus de justice fiscale tout en faisant payer la transition énergétique aux principaux responsables de la crise

Le résultat

+3

Lors des dernières élections, le PS Jura a gagné trois sièges supplémentaires au Parlement jurassien. Il en totalise désormais 16 sièges. Avec ce résultat, les Jurassiennes et les Jurassiens ont une nouvelle fois affirmé leur volonté de justice sociale, de protection de l'environnement, de défense du service public et d'égalité. Félicitations et tout le meilleur pour les élections du Gouvernement !

Le principe du pollueur-payeur, vraiment ?

31 décembre 1999, 23h59 ... Bonne année ! Alors que le monde entier accueillait en fanfare le nouveau millénaire, d'autres changements plus profonds s'activaient en arrière-plan. Le 1^{er} janvier 2000, la nouvelle Constitution suisse rentre en vigueur. Parmi ses nouveautés figure à l'article 74, alinéa 2, le principe du « pollueur-payeur ». Ce principe est depuis lors le maître mot de la droite, PLR en tête, qui jubile à l'idée de pouvoir ériger la responsabilité individuelle à un niveau jusqu'alors inégalé. Mais qu'en est-il vraiment ?

Tandis que les taxes augmentent au fur et à mesure des années en ce qui concerne la politique environnementale, une poignée d'ultra-riches ne cessent d'en faire son commerce. Ces 20 dernières années, les 300 plus grosses fortunes de Suisse ont vu leur patrimoine doubler, pour atteindre le montant faramineux de 833 500 000 000 CHF – oui, ça fait 833,5 milliards. Les héritages comptent ici pour plus de 80 % de leur fortune. Sur la même période, les salaires et les rentes stagnent tandis que les prix des biens de première nécessité et les primes maladie explosent.

Alors qu'elles et ils s'en mettent plein les poches à la manière d'un tartuffe des temps modernes, reste à comprendre la supercherie. Celle-ci se cache dans l'application du principe du « pollueur-payeur ». Leur fortune croît grâce à des activités et des investissements extrêmement nuisibles au

climat : industrie du luxe, industrie chimique, compagnies pétrolières ou gazières, autant d'argent qui génère des milliers de tonnes de CO₂. Le reste de la population a vu ses émissions diminuer constamment ces 30 dernières années, pourtant, la courbe des émissions prend l'ascenseur pour les ultra-riches.

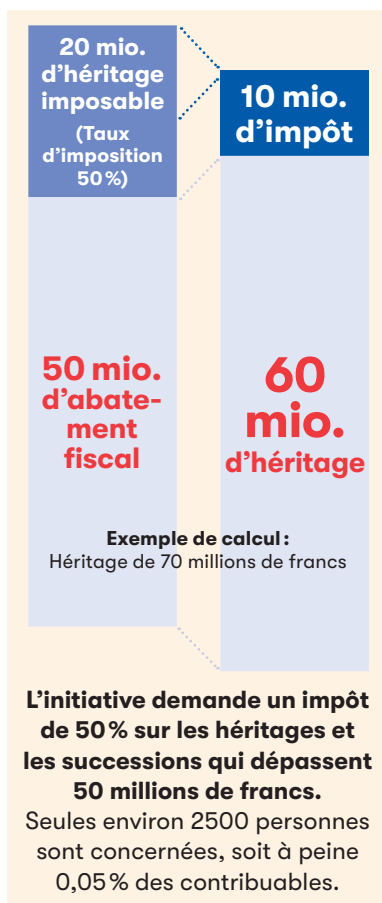
Les personnes les plus précaires sont les premières touchées par les conséquences de la crise climatique, alors qu'elles polluent le moins. La JS a donc décidé de mettre les ultra-riches face à leurs responsabilités, de les confronter à leur si chère responsabilité individuelle.

L'initiative pour l'avenir : la solution

L'initiative pour l'avenir taxe les héritages et les donations de plus de 50 millions à hauteur de 50 %. C'est justement grâce à la fortune héritée – à 80 % vous vous souvenez –, que les 2500 personnes concernées se



Adrien Pinho, vice-secrétaire central de la JS Suisse



permettent de polluer outrageusement. Ainsi, l'argent récolté grâce à l'impôt pour l'avenir devra être investi dans des mesures pour la transformation écologique de notre économie : travail, services publics et logements. Ce sont plus de 6 milliards à récolter par année ! Alors, pour que la politique climatique soit socialement juste, ce sont ces ultra-riches qui doivent respecter le principe du pollueur-payeur.

Concrètement, une personne qui hérite de 70 millions devra payer un impôt de 10 millions – 50% des 20 millions qui dépassent la franchise de 50 millions. Elle repart donc avec 60 millions en poche, ce qui fait toujours d'elle... une ultra-riche ! Cette personne fera fructifier son héritage et lorsqu'elle décèdera, plusieurs années plus tard, ses héritier-ères payeront à nouveau l'impôt pour l'avenir et resteront, elles et eux, aussi des ultra-riches.

Alors oui, aujourd'hui, la pièce de Molière aux relents amers pourrait prendre un tout autre saveur si, le 30 novembre, nous acceptons l'initiative pour l'avenir ! Mettons les ultra-riches devant leurs responsabilités et empêchons que la facture climatique retombe, une fois encore, sur les travailleuses et travailleurs.

Plus d'information sur initiative-pour-lavenir.ch

Fausse solidarité : non au service citoyen anti-femmes !

Le 30 novembre prochain, la Suisse décidera si tou-tes les jeunes devraient être contraint-es d'accomplir un « service citoyen ». Cette initiative constitue une attaque frontale contre les femmes, explique Jessica Jaccoud, co-présidente des Femmes socialistes suisses et conseillère nationale. Elle entraînerait du dumping salarial dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, sans parler de l'aggravation de la situation des femmes en Suisse.



Jessica Jaccoud, conseillère nationale (VD), co-présidente des Femmes socialistes suisses

À première vue, l'initiative pour un service citoyen a tout pour plaire : elle compléterait les services militaire et civil obligatoires réservés aux hommes par un engagement universel des jeunes au profit de la collectivité, là où leurs compétences sont réellement nécessaires. Mais, à y regarder de plus près, ce projet révèle de nombreux écueils.

Une fausse solution au manque de personnel qualifié

Les milieux de la santé et du social ont besoin d'investissements pour améliorer les conditions de travail et attirer des professionnel-les formé-es, pas d'une main-d'œuvre corvéable et sans qualification. Remplacer un-e soignant-e ou un-e éducateur-trice par un-e jeune désœuvré-e sans formation ne fera qu'empirer la pénurie de personnel qualifié. En outre, ceci tirerait vers le bas le niveau de rémunération de l'ensemble des professionnel-les dans ces domaines, qui sont majoritairement des femmes.

Attaque frontale contre les femmes

L'initiative pour un service citoyen part du principe que les femmes suisses ne s'engagent pas pour leur pays. Sous la guise « d'égalité », elle veut donc rendre obligatoire le service pour la collectivité pour tout le monde, peu importe le genre. Mais les partisan-es du service citoyen ignorent un fait central : aujourd'hui déjà,

ce sont les femmes qui assument l'immense majorité du travail domestique et de « care » non rémunérés. Ce sont elles qui s'occupent des enfants, soignent les personnes âgées, gèrent le ménage... Les grandes grèves féministes de 2019 et 2023 en ont fait la démonstration : sans reconnaissance et sans contrepartie, le travail de care reste invisible et dévalorisé.

Si nous imposons donc un service citoyen obligatoire sur le même modèle que le service militaire, ce seront une fois de plus les femmes qui seront lésées : d'un côté, elles fourniront des heures de travail non ou peu rémunéré en plus ; de l'autre, elles verront leurs salaires baisser dans les secteurs déjà sous-payés, victimes du dumping salarial qu'entraînerait un afflux massif de personnel non qualifié.

Un risque de violation du droit international

En tant qu'avocate, l'initiative me déplaît également fortement sur le plan juridique. Comment justifier un service obligatoire hors du cadre militaire ? Le Pacte International relatif aux droits civils et politiques, tout comme la Convention européenne des droits de l'homme, interdisent formellement le travail forcé. Or, l'exception prévue pour le service militaire ne saurait s'étendre à une « corvée » généralisée. La Suisse pourrait donc se retrouver en infraction face à ses engagements internationaux.

En résumé, le PS a raison d'appeler à voter non à cette initiative le 30 novembre prochain. Défendons la justice sociale : reconnaissons enfin et valorisons le travail de care, plutôt que de l'aggraver au nom d'une pseudo-solidarité !



Sauvons le service civil !

Signez dès maintenant la carte de signature jointe à ce numéro !

Les civilistes contribuent quotidiennement au vivre-ensemble et à la prospérité en Suisse.

Cet automne, les Chambres fédérales ont adopté une révision de la loi sur le service civil qui rend beaucoup plus difficile, pour les militaires, le passage au service civil. Avec une large alliance, le PS s'oppose à cette attaque et soutient donc le référendum lancé en la matière.

Les attaques contre le service civil ne datent pas d'hier. En 2020 déjà, un durcissement voulu par le Conseil fédéral a été évité. Ce sauvetage a eu lieu avant la brutale guerre de Poutine contre l'Ukraine, à partir de laquelle les questions de sécurité ont gagné en importance. Mais la fin ne justifie pas tous les moyens. Le service civil est un instrument important de notre sécurité, même si le camp bourgeois semble aujourd'hui l'oublier, voire le considérer comme une menace pour les effectifs de l'armée – alors que ceux-ci sont aujourd'hui supérieurs au plafond autorisé par la loi.

En outre, ces attaques ne contribuent en rien à rendre le service militaire plus attrayant – elles ne font qu'affaiblir le service civil. Les militaires qui ont décidé de passer au service civil ne se laisseront cependant pas dissuader par ces mesures. Leur seul effet sera que plus de jeunes opteront alors l'exemption pour raisons médicales. Autrement



Valérie Piller Carrard,
conseillère nationale (FR)
et vice-présidente du
PS Suisse

dit : ils manqueront ensuite tant à l'armée que dans le service civil.

Bloquer dès maintenant le plan du camp bourgeois

Cette révision ne constitue qu'un premier pas vers l'affaiblissement, voire la suppression, du service civil. Le camp bourgeois applique la tactique classique du salami. Le Parlement souhaite p.ex. fusionner immédiatement la protection civile et le service civil pour constituer une nouvelle sorte de « protection contre les catastrophes » – en fait, la suppression du service civil. Un postulat demandant la réintroduction de l'examen de conscience a été transmis au Conseil national. Nous devons stopper ces attaques dès maintenant.

Le service civil est une réussite. Depuis son introduction en 1996, il est devenu une institution qui compte bien au-delà de la simple prestation d'un « service de remplacement ». Il permet d'acquérir une expérience de

vie précieuse, et remplit des tâches sociales, écologiques et culturelles importantes, tout en renforçant la cohésion sociale. Les civilistes sont tout simplement indispensables dans de nombreux domaines : hôpitaux, maisons de retraite, alpages, écoles... tous dépendent aujourd'hui de leurs prestations.

Si le nombre d'admissions au service civil devait être réduit de 40 %, comme le prévoit le Conseil fédéral, il y aurait moins de ressources pour accomplir ces tâches capitales pour notre société – et pour lesquelles il manque déjà du personnel aujourd'hui. Pour toutes ces raisons, sauvons le service civil dès maintenant en soutenant le référendum !

« Cette révision ne constitue qu'un premier pas vers l'affaiblissement, voire la suppression, du service civil. »

Point de vue

Baissez les primes – maintenant !

Alors que les primes d'assurance-maladie ont plus que doublé au cours des 20 dernières années, les salaires et les retraites stagnent. Pour de plus en plus de personnes, la facture des primes devient trop lourde chaque mois. Dans le même temps, la majorité de droite au Parlement bloque toute mesure urgente nécessaire pour réduire le prix des médicaments, et les entreprises pharmaceutiques exigent encore plus d'argent malgré des prix déjà très élevés. La Suisse est le pays d'Europe où les médicaments sont les plus chers. Alors que la population paie de plus en plus, d'autres en tirent des profits considérables : le PDG de Novartis a ainsi empoché 19,2 millions de francs l'année dernière.

La population a enfin besoin d'un allègement des primes. C'est précisément là qu'intervient notre nouvelle initiative : nous mettons fin aux primes par tête et rendons le financement de l'assurance de base plus solidaire. Celles et ceux qui gagnent plus contribuent davantage, celles et ceux qui gagnent moins sont soulagés. Environ 85 % de la population en bénéficie, en particulier les familles et la classe moyenne, qui ne profitent guère aujourd'hui des réductions de primes. Ce système sera financé par des suppléments modérés pour les hauts revenus. Nous nous inspirons ainsi de l'AVS, qui applique déjà ce principe. Par ailleurs, l'initiative prévoit un plafond clair afin que l'argument selon lequel les millionnaires la compromettraient en quittant le pays ne tienne pas la route.

Le moment est venu de mieux répartir la charge des primes, de manière équitable, solidaire et abordable pour toutes et tous.



Tom Cassee, secrétaire général du PS Suisse

**Bonne question !****Encore une initiative sur les primes ?**

Depuis l'annonce du lancement de notre nouvelle initiative sur les primes, vous êtes nombreuses et nombreux à nous écrire pour demander des précisions sur son contenu. Un point qui revient souvent : elle ne s'attaque pas aux coûts de la santé, est-elle donc véritablement réaliste et pérenne ?

Un des piliers de la politique du PS Suisse est de renforcer le pouvoir d'achat. Avec les loyers, les primes d'assurance-maladie sont les postes qui pèsent le plus lourd dans les comptes d'un ménage. Le PS Suisse se doit alors de revenir à la charge autant de fois que nécessaire pour enfin pouvoir soulager le porte-monnaie de la population. En effet, depuis 20 ans, les primes d'assurance-maladie ont plus que doublé alors que, dans le même temps, les salaires réels n'ont connu qu'une augmentation marginale.

L'objectif de cette initiative est de répartir les coûts de manière plus juste au sein de la population. Celles et ceux qui ont un revenu élevé contribuent davantage que celles et ceux qui rencontrent des difficultés financières. Une juste répartition des coûts de la santé soulage les personnes à moyens et faibles revenus grâce à des réductions de primes. Cette initiative se veut également simple et réalisable. L'allègement des primes d'assurance-maladie des 85 % de la population est financé par des suppléments pour les hauts revenus (ces suppléments sont plafonnés). Enfin, elle entend soutenir les familles puisque les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, sont

assurés gratuitement dans le cadre de l'assurance de base.

C'est indéniable, cette initiative va avoir des effets bénéfiques pour une large frange de la population tout en restant ancrée dans le cadre institutionnel actuel. L'initiative ne touche pas à la région des primes, aux modèles d'assurance-maladie, aux franchises et les incitations sont maintenues. Celles et ceux qui font des économies grâce à une franchise élevée ou à un modèle avantageux continueront donc à économiser le même montant à l'avenir.

Il est vrai que l'initiative ne réforme pas le système de santé – elle se concentre sur le pouvoir d'achat de la population, qu'il devient urgent de soulager. Cela n'empêchera pas le PS Suisse de continuer à s'engager au Parlement pour des réformes efficaces du système de santé, qui ne se fassent pas au détriment de l'accès aux soins et de leur qualité ainsi que des conditions de travail du personnel soignant.

Pose-nous tes questions !

Chaque jour, de nombreuses demandes en lien avec les dossiers politiques actuels, les projets ou les positions du PS arrivent au Secrétariat central du PS Suisse. Qu'il s'agisse des prochaines votations, des initiatives et récoltes en cours, ou de dossiers tels que la politique européenne ou climatique, n'hésite pas à nous écrire à communication@pssuisse.ch – nous te répondrons avec plaisir !

Congrès de Sursee

Des primes d'assurance-maladie liées au revenu !

SP

PS

PS

FÜR EINE SOZIALE SCHWEIZ
POUR UNE SUISSE SOLIDAIRE
PER UNA SVIZZERA SOLIDALE

Nouvelle initiative, le danger des oligarques de la tech, politique internationale, virage à droite dans la Berne fédérale. Tour d'horizon des principales discussions de notre dernier Congrès à Sursee (LU).

Notre conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider est revenue sur les dossiers brûlants de la Berne fédérale lors du Congrès.

Le 25 octobre dernier à Sursee (LU), lors du Congrès, les délégué-es ont soutenu le lancement d'une initiative fédérale pour des primes d'assurance-maladie liées au revenu. Alors que les primes d'assurance-maladie explosent chaque année, le salaire réel stagne pour la majorité de la population. Lier les primes au revenu soulagerait les ménages à hauteur de plusieurs milliers de francs par années. Les enfants, jusqu'à 18 ans, seraient exonéré-es de l'assurance de base. Pour financer ce projet, les hauts revenus paieront des suppléments.

Une personne seule qui a un revenu annuel de 60 000 CHF bénéficierait d'un allègement de 2400 CHF grâce à l'initiative. Lors du Congrès, notre co-présidente Mattea Meyer a déclaré: «Nous rendons enfin les primes équitables et renforçons ainsi le pouvoir d'achat des gens». Grâce à cette initiative, environ 85 % des personnes verront leur charge financière allégée et auront donc des

milliers de francs en plus dans leur porte-monnaie.

Reconnaître le génocide à Gaza

Pour le PS Suisse, le gouvernement israélien commet un génocide à Gaza. Le parti le condamne avec fermeté dans une résolution adoptée par les délégué-es. Jusqu'à présent, à Gaza, plus de 65 000 personnes sont mortes et l'écrasante majorité de celles-ci sont des mineur-es, des femmes ou des personnes âgées. En d'autres termes, ce sont des civil-es. La passivité d'Ignazio Cassis et de la Suisse face au génocide et à la reprise de la colonisation illégale par le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahu nous choque. Le PS Suisse a une fois de plus appelé la Suisse à agir rapidement pour protéger la population civile et permettre de trouver une paix juste – ce qui comprend le respect du droit à l'auto-détermination du peuple palestinien. C'est pour cette raison que le PS Suisse a également décidé

de soutenir l'initiative populaire pour la reconnaissance de l'État de Palestine.

Lutter contre la concentration des pouvoirs de la tech

À Sursee toujours, les délégué-es ont débattu et adopté le papier de position «Les big tech: un danger pour la démocratie?». Nous les connaissons tous, ces géants de la tech et du numérique, avec leurs patrons multimilliardaires et influents. Amazon, Meta (anciennement Facebook), TikTok, pour n'en citer que quelques-uns, façonnent notre quotidien. Le pouvoir et les profits de ces monstres du numérique se concentrent entre les mains d'un petit nombre d'entreprises aux USA et en Chine. Cette concentration menace directement la diversité des médias et la libre formation de l'opinion publique, y compris en Suisse.

Comme l'a rappelé Samuel Benda-han, co-président du Groupe socia-



Le Congrès fut l'occasion de remercier Luciano Ferrari pour ses nombreuses années passées à la tête du Département politique du Secrétariat central.



Mot de bienvenue par Ylfete Fanaj, conseillère d'État socialiste de Lucerne.

liste aux Chambres fédérales, «la technologie doit être conçue de manière à être bénéfique pour l'être humain et la société.». Dans son papier de position, le PS réclame notamment des droits fondamentaux numériques, un accès sécurisé à des informations fiables et vérifiées, la transparence et une protection efficace contre la discrimination.

Des alternatives publiques et démocratiques aux plateformes privées doivent être développées. Le PS exige également de ces plateformes des conditions de travail humaines et des mesures qui visent à réduire la consommation d'énergie et de ressources naturelles, car très énergivores.

Critiques de la politique de la Berne fédérale

Notre conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider et notre co-président Cédric Wermuth ont également pris la parole devant les délégué-es. Ce dernier a critiqué les développements

politiques à Berne. «À chaque fois que nous voulons obtenir quelque chose pour le pouvoir d'achat de la population, les loyers, les salaires, les primes d'assurance-maladie, les retraites, on nous dit que nous n'avons pas les moyens pour cela. Mais chaque fois que nous devons sauver des banques, que nous accordons des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux super-riches, là, les moyens ne sont jamais suffisants», a déclaré Cédric Wermuth.

« Nous rendons enfin les primes équitables et renforçons ainsi le pouvoir d'achat des gens. »



International

Lucerne, carrefour du féminisme international

En marge du dernier Congrès de Sursee, le PS Suisse a accueilli, avec l'Alliance progressiste et les Femmes socialistes lucernoises, une conférence internationale consacrée à l'égalité de genre.

Des délégations de plus de cinquante pays ont ainsi pu échanger et tisser des liens entre politique, société civile et monde académique. Aux côtés de Simonetta Sommaruga et d'Elisabeth Baume-Schneider, les ministres Eva-Maria Holzleitner (Autriche) et Márcia Lopes (Brésil) ont partagé leurs fortes expériences.

Les discussions ont porté sur le leadership féministe, afin de le rendre inclusif et résilient tout en promouvant une relève, sur la lutte contre les violences en ligne et la régulation des plateformes, notamment via des obligations de transparence et des mécanismes de recours, ainsi que sur l'agenda «Femmes, paix et sécurité». Les délégations ont ensuite pu se rendre au Congrès du PS Suisse.

Partout, la même conviction : l'égalité est une condition fondamentale de la démocratie. Les alliances internationales permettent d'accélérer les réformes concrètes. Les recommandations formulées à Lucerne alimenteront directement les travaux du PS Suisse, et porteront le même engagement : le XXI^e siècle sera celui du féminisme.

Critique littéraire

Révélations sur un scandale d'État

Notre conseiller national Pierre-Alain Fridez vient de publier «F-35 ou l'histoire d'une manipulation – Révélations sur un scandale d'État». Dans ce livre, il retrace minutieusement la chronique de ce qui s'apparente à un fiasco complet, avec son lot de zones d'ombre et de démarches pour le moins douteuses.

Les hauts fonctionnaires démissionnent les uns après les autres, Washington annonce des pertes se chiffrant en milliards, et les responsables du dossier à l'époque ont depuis longtemps quitté le cockpit – le siège éjectable les a devancés. Ce qui ressemble à un thriller politique est en réalité le dossier F-35, qui rappelle le scandale Mirage des années 1960.

Un fiasco explosif

Pierre-Alain Fridez, conseiller national socialiste spécialisé dans les questions de sécurité, présente désormais la chronique minutieuse de cette affaire dans «F-35 ou l'histoire d'une manipulation – Révélations sur un scandale d'État». Il retrace l'histoire de l'acquisition et en révèle sans ménagement les incohérences: une procédure de sélection vantée comme parfaite par le DDPS s'avère être un patchwork plein de zones d'ombre. Le F-35 n'est ni nécessaire ni adapté à la Suisse; c'est un avion high-tech loin d'être abouti, plein de pannes et bruyant à en devenir assourdissant. Même le prétendu «prix fixe» de six milliards s'avère être un mirage (sans mauvais jeu de mots) – au final, des coûts supplémentaires de plusieurs milliards sont à craindre, comme le montrent les récentes demandes supplémentaires des États-Unis.

Pierre-Alain Fridez ne mâche pas ses mots: pour lui, la débâcle du F-35 n'est pas une erreur, mais le résultat d'une manipulation délibérée. Il explique, preuves à l'appui, comment les responsables du dossier ont littéralement imposé l'avion américain. Les exemples abondent. Citons par exemple le «contrôle de plausibilité» effectué par un cabinet externe, lequel n'a pas eu accès aux données d'évaluation secrètes – l'expertise, coûteuse, s'est ainsi transformée en un simple alibi. Plus incroyable encore: on a même envisagé de détruire tous les documents relatifs à la procédure de sélection. Face à de telles révélations, difficile de ne pas tomber des nues.

L'ouvrage de Pierre-Alain Fridez n'est pas seulement une analyse approfondie, mais aussi une intervention passionnée. «F-35 ou l'histoire d'une manipulation – Révélations sur un scandale d'État» est politiquement explosif et d'une actualité impressionnante. On le referme enrichi et avec l'envie d'empêcher l'acquisition du F-35.

Severin Meier, conseiller spécialisé en charge des commissions de politique extérieure et de politique de sécurité auprès du Groupe socialiste aux Chambres fédérales



«Ora basta!»

L'initiative sur les primes d'assurance-maladie est adoptée au Tessin!

Le 28 septembre, le canton du Tessin a voté sur l'initiative «Explosion des primes d'assurance-maladie: ça suffit!», lancée en 2022 par le Parti socialiste et soutenue par les Vert-e-s et les syndicats. Le texte reprend le principe de l'initiative fédérale d'allègement des primes: aucune famille ne doit consacrer plus de 10% de son revenu disponible aux primes d'assurance-maladie. Concrètement, il s'agit de renforcer le système de réductions individuelles des primes, en augmentant le montant des subventions pour celles et ceux qui en bénéficient déjà et en élargissant le cercle des bénéficiaires à la classe moyenne.

Malgré une forte campagne contre l'initiative – qui a mobilisé tous les partis de centre-droit, le Conseil d'État et les associations économiques –, celle-ci a été approuvée par 57% des votant-es. Il s'agit d'un succès historique, si l'on considère que les forces progressistes au Tessin pèsent environ 25%. Ce résultat reflète la situation financière difficile de nombreuses familles: le Tessin est l'un des cantons où les primes sont les plus élevées en Suisse, en raison d'une population âgée et d'une forte concentration de l'offre de soins de santé, en particulier privés; dans le même temps, il enregistre les salaires les plus bas, avec un salaire médian inférieur de plus de 1000 CHF à la moyenne nationale. Cette combinaison met à rude épreuve le pouvoir d'achat, et il n'est pas surprenant que la question des coûts de la santé et de l'augmentation des primes figure régulièrement en tête des préoccupations de la population. La campagne a réussi à proposer une réponse concrète à cette pression.

Il est clair que cette victoire ne résout pas tous les problèmes du système de santé. Elle reste toutefois un premier pas important. Il est positif que le PS Suisse ait annoncé, lors de son récent Congrès, l'élaboration d'une nouvelle initiative populaire visant à lier plus étroitement les primes au revenu, ainsi que le lancement de discussions sur une initiative «sœur» en faveur d'une caisse maladie unique et publique. Car, outre le soutien aux familles, il est tout aussi essentiel d'agir sur la dynamique des coûts. Il existe des marges pour en contenir la croissance sans compromettre la qualité et l'accès aux soins: fort-es de ce résultat, nous continuerons à œuvrer pour un système de santé plus équitable et plus transparent.

Laura Riget, co-présidente du PS Tessin



Groupe socialiste des régions de montagne

Des partisans et une maison de retraite – excursion 2025

Fin septembre, une vingtaine de membres du Groupe socialiste des régions de montagne se sont rendu-es au Tessin, dans la magnifique vallée verdoyante d'Onsernone. Le soir, le groupe s'est réuni pour un apéritif et des spécialités locales à Russo. Durant la soirée, l'intervention du camarade Armando Ghisalberti, âgé de plus de 100 ans, a constitué un moment fort. En 1944, jeune soldat, il a vu 250 partisans italiens fuir vers la Suisse sous les tirs fascistes aux Bagni di Craveggia, au bout de la vallée d'Onsernone. Des pierres commémoratives ont été posées cet été en mémoire de trois partisans abattus.

Le samedi, nous avons visité le Centro Sociale Onsernone sous la conduite de Beppe Savary-Borioli, fondateur du centre et député au Grand Conseil. Ce centre propose une maison de retraite ainsi que des services médicaux à la population – une réalisation impressionnante dans cette vallée isolée. La visite a permis de mieux comprendre le travail du personnel et les enjeux politiques de cette vallée.

Le Groupe socialiste des régions de montagne a été nouvellement initié en 2017 et regroupe les Partis cantonaux de Berne, Glaris, Grisons, Schwyz, Tessin, Uri, Valais et Appenzell Rhodes-Intérieures. Pour ses membres, les régions de montagne sont confrontées à des défis particuliers qu'il convient de relever ensemble, tout en ayant conscience que les grandes interrogations de notre époque – inégalité sociale, chômage, changement climatique et destruction de l'environnement, migrations – concernent tout le monde. Les forces progressistes dans les campagnes, les villes et les agglomérations doivent travailler ensemble pour trouver des solutions aux questions susmentionnées.

Le Groupe socialiste des régions de montagne demande une politique qui assure un service public approprié, implique toutes les couches de la population, prenne soin de l'environnement et promeuve le tourisme dans les régions de montagne de manière pertinente. Une politique progressiste est la clef du développement durable dans l'espace alpin. Les personnes intéressées peuvent contacter Martin Pfister (m-pfi@bluewin.ch).

5 Questions

à Renaud Meichtry,
nouveau membre à Lausanne

1. Présente-toi en quelques mots.

Après avoir travaillé pendant longtemps dans le milieu des musiques actuelles, je suis devenu restaurateur à 40 ans, un peu par hasard, à la Brasserie de Montbenon, à Lausanne. J'essaie d'y promouvoir autant que possible le terroir local et les produits traditionnels de la région et – on ne se refait pas – la scène musicale, à travers quelques événements ponctuels.

2. Comment est-ce que tu t'es politisé?

Sur le tard :-)! Jusqu'à récemment, je me suis contenté de défendre les valeurs qui me tiennent à cœur (partage des richesses, hospitalité, écologie, défense de la culture alternative) au travers de ma vie professionnelle et associative, avant de m'inscrire finalement au PS, cette année.

3. Pour quelle raison as-tu rejoint le PS?

Le programme du parti me va comme un gant!

4. Si tu pouvais lancer une initiative populaire demain, tu proposerais quoi?

J'hésite entre une refonte de l'imposition des hauts patrimoines et la création d'un modèle de soutien plus efficace à l'agriculture suisse, notamment en verrouillant les marges de la grande distribution.

5. Pour quel sujet t'es-tu dernièrement indigné?

Les réactions aberrantes en octobre aux fameux « bancs arc-en-ciel » à Lausanne, décriés avec la même violence par les anti-gays que par certaines associations LGBTIQ+, pour des raisons diamétralement opposées: ça en dit hélas long sur le climat actuel, et montre qu'il devient urgent d'insuffler un peu de bienveillance dans le débat...

Renaud Meichtry, 52 ans, a longtemps travaillé dans le milieu des musiques actuelles, avant de devenir restaurateur à la Brasserie de Montbenon à Lausanne.

Offre de formation



L'énergie nucléaire? Toujours pas, merci!

11 novembre 2025

19 h 30 – 21 h 00, en ligne

Avec Mathilde Crevoisier Crelrier, conseillère aux États (JU) et Florian Kasser, président de l'alliance Sortie du nucléaire/chargé de campagne chez Greenpeace.

L'énergie nucléaire reste dangereuse et nuit à la transition énergétique. Mais bientôt, la population décidera si la construction de nouvelles centrales doit être à nouveau autorisée. Dans ce webinaire, nous discuterons avec des expert-es de la question des déchets nucléaires et expliquerons pourquoi les énergies renouvelables sont plus que jamais le futur de notre consommation énergétique.



Offre de la Fondation Anny-Klaw-Morf

Séminaire en ligne «Au-delà des mythes politiques – comment les récits déforment la politique»

Du 14 janvier au 11 mars 2026

en ligne sur Zoom

Pour comprendre et changer la politique dominante, il faut s'intéresser aux mythes politiques. Ceux-ci façonnent l'image que la société a d'elle-même, détournent l'attention des intérêts du pouvoir et font obstacle à un débat fondé sur des faits. Une nouvelle série de discussions organisée par le Denknetz et la Fondation Anny-Klaw-Morf examine les affirmations et les erreurs courantes dans la politique (suisse) et montre les possibilités d'alternatives progressistes. Au cours de trois soirées, nous aborderons les mythes entourant la neutralité, la surpopulation et la politique climatique basée sur le marché, ainsi que les arguments à y opposer.

Les événements auront lieu via Zoom, inscription obligatoire. Toutes les infos: www.anny-klawa-morf.ch/fr

Offres pour les membres de comités et élu-es socialistes

Journée de politique communale

29 novembre 2025

12 h 00 – 18 h 00, Maison du Peuple, Lausanne

Événement destiné aux membres des exécutifs des communes en Suisse romande

Les membres des autorités communales sont régulièrement confronté-es à des situations difficiles. Il est donc d'autant plus important que nous restions en contact, que nous échangions nos expériences et que nous apprenions les un-es des

autres. Lors de la Journée de politique communale, nous nous pencherons ensemble sur des questions clés de la politique communale, en discutant notamment de la politique du logement et foncière, de la mobilité, des crèches ou encore de la collégialité. Cette journée sera aussi l'occasion d'échanger informellement lors d'un repas que nous partagerons toutes et tous ensemble à midi ainsi que d'un apéritif qui clôturera la journée. Venez nombreuses et nombreux!



Informations et inscriptions ici!
www.pssuisse.ch/formation

Inscrivez-vous ici!

AZB
CH-3001 Berne
PP/Journal

La Poste Suisse SA